

# Harmonisation et faisabilité du numéro d'urgence unique en Afrique

---

Fusion des deux premières présentations SG2 en une intervention de 10 minutes sur les dimensions réglementaires, techniques, organisationnelles et financières.

## THÈSE CENTRALE

**L'harmonisation est nécessaire ; elle doit s'appuyer sur interopérabilité, localisation, gouvernance et financement.**

Synthèse des deux contributions SG2 : standardisation des numéros et obstacles techniques à l'échelle africaine.

## L'ambition d'un numéro d'urgence africain commun existe, mais elle se heurte encore à des cadres nationaux qui garantissent l'accès aux urgences sans imposer une harmonisation effective du numéro.

---

### AMBITION COMMUNE

#### La Résolution 100 donne une direction politique claire autour du 112 comme référence principale.

Cette orientation vise à faciliter l'usage pour les citoyens, les voyageurs et les migrants, tout en donnant au continent un signe concret d'intégration fonctionnelle dans un domaine critique de sécurité publique.

#### Promesse

Un numéro facilement mémorisable, cohérent et reconnu d'un pays à l'autre.

### RÉALITÉ NATIONALE

#### Dans les faits, de nombreux numéros continuent de coexister selon les pays, les services et les héritages réglementaires.

Cette diversité traduit la souveraineté des États et l'histoire de leurs plans de numérotation, mais elle réduit la lisibilité pour l'usager et complique l'interopérabilité régionale recherchée.

#### Enjeu

Passer d'une juxtaposition de règles nationales à une convergence progressive, réaliste et coordonnée.

### IDÉE CLÉ

**Le premier défi n'est donc pas de définir un numéro idéal, mais de construire un chemin réglementaire permettant aux États d'aller vers une harmonisation réellement applicable.**

## Les références internationales sont déjà disponibles, mais elles ne produisent pas à elles seules une interopérabilité continentale tant que leur mise en œuvre reste inégale.

### RÉFÉRENCES UIT

**E.164, E.129 et E.121 constituent le socle de la numérotation et de l'accessibilité.**

Ces recommandations structurent le format des numéros, l'organisation des plans nationaux et la logique d'accès aux services d'urgence. Elles offrent donc déjà un langage commun utile à l'échelle internationale.

### LIMITE PRINCIPALE

**Leur portée reste surtout incitative, ce qui laisse perdurer des trajectoires nationales très différentes.**

En l'absence de mécanismes plus prescriptifs ou de suivi régional structuré, les États conservent des pratiques historiques diverses qui freinent l'alignement opérationnel recherché.

### IMPLICATION AFRICAINE

**Le continent a besoin d'un dispositif de traduction progressive des normes en actions concrètes.**

L'enjeu n'est pas d'ajouter des principes, mais d'organiser la convergence réelle des plans de numérotation, de l'acheminement et des obligations de service à travers des mécanismes adaptés aux sous-régions.

### MESSAGE CLÉ

**Le socle normatif existe déjà ; ce qui manque surtout, c'est une méthode africaine de mise en cohérence progressive entre référence internationale et application nationale.**

## **Le numéro unique ne protège réellement les usagers que si l'appel est correctement routé, enrichi par les bonnes données et transmis dans une chaîne de réponse coordonnée.**

---

### ROUTAGE

**Le premier verrou consiste à diriger l'appel vers le bon PSAP selon le territoire et la nature de l'urgence.**

Un numéro harmonisé n'a de valeur que si l'appelant est orienté sans délai vers le centre compétent. Cela suppose un routage territorial fiable, une bonne répartition des zones de prise en charge et une continuité de service entre opérateurs et centres d'appels.

### DONNÉES UTILES

**L'efficacité opérationnelle dépend aussi des métadonnées transmises avec l'appel.**

Les informations de type Cell-ID, CGI, LAC ou paramètres réseau permettent d'accélérer l'identification du contexte d'appel et d'améliorer la décision. Sans ces données, même un appel correctement reçu peut rester difficile à traiter rapidement et précisément.

### CHAÎNE DE RÉPONSE

**L'interopérabilité réelle implique des architectures IP / NG112 et une coordination entre police, santé et secours.**

La migration vers des logiques EInet ou NG112 renforce la redondance et la résilience, mais elle n'est utile que si les services partagent aussi procédures, responsabilités et capacités d'échange. Le défi est donc autant technique qu'organisationnel.

---

### CONCLUSION INTERMÉDIAIRE

**Le vrai défi africain n'est pas seulement de choisir un numéro commun, mais de construire une chaîne d'acheminement interopérable de bout en bout entre réseaux, données et services de secours.**

## La localisation fiable reste le point de rupture le plus critique, car un appel acheminé sans position exploitable peut ralentir ou compromettre l'intervention des secours.

### PROMESSE TECHNIQUE

**L'AML représente aujourd'hui la solution la plus précise pour transmettre la position d'un appelant.**

Cette approche mobilise les capacités natives du terminal et réduit le délai entre l'appel et la décision d'intervention.

**Intérêt principal** : rendre l'appel immédiatement exploitable pour le centre.

### LIMITE DOMINANTE

**Dans de nombreux contextes africains, la Cell-ID reste pourtant la référence opérationnelle la plus fréquente.**

La Cell-ID existe dans les réseaux mais sa précision reste souvent insuffisante, notamment hors des zones urbaines.

**Conséquence** : l'appel peut aboutir sans position fiable.

### RÉPONSE PRAGMATIQUE

**Le contexte africain appelle des solutions hybrides, progressives et compatibles avec les contraintes locales.**

Combiner AML, Cell-ID et solutions complémentaires (p.ex. what3words) améliore la couverture effective.

**Leçon** : l'innovation utile augmente immédiatement l'efficacité sur le terrain.

### IDÉE CLÉ

**Le numéro unique n'a de valeur opérationnelle que si la localisation de l'appelant est suffisamment fiable pour guider l'action des secours.**

## Les expériences nationales montrent que l'Afrique progresse davantage par architectures réalistes, centralisation ciblée et transition graduelle que par harmonisation immédiate et uniforme.

### RWANDA

#### Un pilotage centralisé autour du 112 favorise une gouvernance claire.

Le Rwanda montre qu'un dispositif intégré, avec coordination étatique et concentration des investissements, améliore la lisibilité du service d'urgence.

#### Enseignement

La simplicité institutionnelle réduit les frictions entre opérateurs et secours.

### GHANA

#### Une transition hybride concilie centre national, héritages et financement progressif.

Le Ghana avance sans rupture : un dispositif national visible coexiste temporairement avec des références antérieures et des mécanismes de financement dédiés.

#### Enseignement

La progressivité permet d'absorber contraintes de réseau, gouvernance et appropriation.

### LECTURE TRANSVERSALE

#### Les écarts de maturité technique indiquent qu'un même numéro n'assure pas la même expérience.

Sur des terminaux préconfigurés ou dans des centres inégalement modernisés, l'utilisateur peut rencontrer des niveaux de service très différents.

#### Enseignement

L'harmonisation doit être une convergence de capacités, pas seulement un alignement nominal.

### CONCLUSION COMMUNE

**Les cas nationaux concluent que la réussite passera par des trajectoires graduelles, pilotées et adaptées aux réalités locales, plutôt que par une harmonisation brutale et uniforme.**

## Le coût de transition est réel, mais il peut être rendu soutenable si le numéro d'urgence unique est financé comme une infrastructure critique et non comme une réforme administrative marginale.

### POSTES DE DÉPENSE

**La transition mobilise simultanément les réseaux, les centres d'appels, les compétences et la communication publique.**

L'harmonisation suppose la reprogrammation des réseaux, l'évolution du routage, la modernisation des PSAP, l'amélioration de la redondance, la formation des équipes et des campagnes d'information pour changer les réflexes des usagers.

### LEVIERIS MOBILISABLES

**Un modèle mixte peut combiner fonds de service universel, obligations d'opérateurs et investissement public ciblé.**

Les fonds de service universel constituent une voie crédible pour soutenir durablement les fonctions essentielles du dispositif. Les licences des opérateurs peuvent aussi intégrer des obligations relatives à la gratuité des appels, au transport de certaines données critiques et à la contribution aux infrastructures communes.

### POINT DE VIGILANCE

**Sans architecture financière durable, l'harmonisation risque de rester déclarative, incomplète ou inégale selon les pays.**

Le danger n'est pas seulement l'absence de moyens initiaux, mais aussi l'absence de financement récurrent pour la maintenance, les mises à niveau, la coordination interservices et la qualité de service dans le temps.

### MESSAGE CLÉ

**Le vrai sujet n'est pas de savoir si la transition coûte cher, mais comment répartir intelligemment ce coût pour rendre la convergence africaine techniquement réaliste et durable.**

## La réussite du numéro d'urgence africain dépend d'une gouvernance à plusieurs niveaux, capable de relier impulsion continentale, mutualisation sous-régionale et mise en œuvre nationale.

### NIVEAU CONTINENTAL

**L'Union africaine et l'UIT doivent transformer l'orientation politique en cadre commun d'action.**

Fixer la direction stratégique, aligner les principes techniques et produire une feuille de route pour l'harmonisation, l'accessibilité et la résilience du service d'urgence.

#### Fonction attendue

Donner une impulsion continentale cohérente et créer des repères partagés pour les États.

### NIVEAU SOUS-RÉGIONAL

**Des espaces comme la CEMAC ou l'UEMOA peuvent porter la mutualisation des règles, des coûts et des capacités.**

Harmoniser progressivement les cadres, diffuser les bonnes pratiques et organiser la formation et certaines mutualisations techniques.

#### Valeur ajoutée

Réduire les écarts entre pays voisins et rendre l'harmonisation plus praticable.

### NIVEAU NATIONAL

**Les gouvernements et régulateurs restent les acteurs décisifs pour rendre l'harmonisation effective.**

Décisions sur les obligations aux opérateurs, la gratuité des appels, la modernisation des PSAP et l'interopérabilité entre secours.

#### Condition de réussite

Faire converger les choix nationaux tout en tenant compte des contraintes locales de couverture et d'équipement.

### IDÉE CLÉ

**La gouvernance doit organiser une convergence graduelle : chaque échelon apporte une fonction complémentaire et identifiable, ni tout centraliser ni tout laisser au national.**

## Une trajectoire en trois étapes permet de transformer l'ambition politique du numéro d'urgence unique en une convergence africaine réaliste, mesurable et progressivement opérationnelle.

### ÉTAPE 1

#### **Cartographier les écarts avant d'harmoniser les solutions.**

Priorité : établir, pays par pays, un diagnostic des écarts réglementaires, techniques et financiers pour hiérarchiser les besoins et éviter une harmonisation théorique déconnectée des capacités existantes.

#### **But immédiat**

Obtenir une vision concrète des écarts à combler dans chaque contexte national.

### ÉTAPE 2

#### **Lancer des pilotes avec un socle minimum commun de performance.**

Des pays prioritaires testent une convergence pragmatique autour de fonctions essentielles : gratuité des appels, routage fiable, premières capacités de localisation et coordination minimale.

#### **But immédiat**

Montrer qu'une harmonisation partielle mais robuste produit un bénéfice visible pour les usagers.

### ÉTAPE 3

#### **Converger progressivement vers un schéma africain commun avec suivi pérenne.**

À partir des retours d'expérience, élargir l'alignement réglementaire, technique et financier et mettre en place des mécanismes de suivi et financement durable.

#### **But immédiat**

Installer une harmonisation crédible, pilotée et suffisamment souple pour intégrer les réalités nationales.

### MESSAGE STRATÉGIQUE

**La bonne méthode n'est donc ni l'attentisme ni la généralisation brutale, mais une montée en charge progressive où chaque étape réduit les risques et augmente la crédibilité du projet continental.**

## CONCLUSION

**Le numéro d'urgence unique africain doit être traité comme une infrastructure critique et non comme une simple réforme de numérotation.**

---

**L'harmonisation sera utile pour les usagers africains seulement si elle devient un projet coordonné de transformation réglementaire, technique, organisationnelle et financière.**

Autrement dit, la question n'est pas seulement d'adopter un numéro commun, mais de garantir une chaîne de secours interopérable, localisable, accessible et durable. Le numéro unique doit donc être pensé comme un actif public critique, au même titre que les autres infrastructures essentielles de connectivité et de sécurité.

---

## CLÔTURE

**En Afrique, le succès du numéro d'urgence unique dépendra moins du choix du chiffre que de la capacité collective à construire une réponse d'urgence réellement opérationnelle à l'échelle du continent.**

---

### TROIS CONDITIONS DE RÉUSSITE

---

#### **Progressivité**

Avancer par étapes, pilotes et convergences réalistes plutôt que par harmonisation brutale.

---

#### **Interopérabilité**

Assurer la cohérence entre réseaux, centres d'appels, données de localisation et services de secours.

---

#### **Soutenabilité**

Sécuriser une gouvernance claire et un financement pérenne pour maintenir la qualité du service dans le temps.